

MINISTERE DES AFFAIRES
ETRANGERES ET EUROPEENNES

DIRECTION DES ARCHIVES

ARCHIVES ORALES

INVENTAIRE ANALYTIQUE

AO 19

PARIS 2008

AO 19. — Jean-Marc BOEGNER, ministre plénipotentiaire hors classe

Notice biographique

Né le 3 juillet 1913, décédé le 29 janvier 2003

Formation — Licencié ès lettres, diplômé de l'Ecole des sciences politiques.

Carrière. — Admis au concours d'entrée dans les carrières diplomatique et consulaire, 9 juin 1939 ; attaché d'ambassade à Berlin, 1939 ; mobilisé, 1939-1940 ; attaché d'ambassade à Ankara, 1940-1941 ; en disponibilité sur sa demande, révoqué par Vichy, juin 1941 ; engagé dans les Forces françaises libres, juin 1941 ; chef adjoint puis chef du cabinet politique de la délégation générale au Levant, 1941-1943 ; chef de service au Commissariat aux affaires étrangères à Alger, 1944 ; chef de bureau à l'administration centrale, 1945 ; au cabinet du président du Gouvernement provisoire de la République française, avril 1945, deuxième conseiller à Stockholm, 1945-1947 ; à la Haye, 1947-1948 ; à l'administration centrale (Europe), 1948-1951 ; sous-directeur (Europe), 1951-1952 ; sous-directeur, puis chef de service (Pactes), 1952-1955 ; chevalier de la Légion d'honneur, 6 avril 1954 ; directeur du cabinet du ministre délégué à la présidence du Conseil, février 1955 ; chef de service, chargé des accords bilatéraux (Affaires économiques), 1957-1958 ; conseiller technique au cabinet du Président du Conseil, juin 1958 ; conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République, janvier 1959 ; ambassadeur, envoyé exceptionnel en Tunisie, 1959-1961 ; représentant permanent de la France auprès des communautés européennes, avec rang d'ambassadeur, 1961-1971 ; officier de la Légion d'honneur, 13 juillet 1962 ; commandeur de l'ordre national du Mérite, 7 décembre 1967 ; ambassadeur de France, 14 mars 1973 ; chef de la délégation permanente de la France auprès de l'O.C.D.E., octobre 1975.

3 entretiens

Communication : sans réserve

Entretien n° 1, réalisé le 6 février 1985 par Cécile Pozzo di Borgo, conservateur aux Archives du Ministère des Affaires étrangères et Maurice Vaisse, professeur des Universités.

1^{ère} partie

[1] *Le début de la guerre (septembre 1939).* — Les derniers jours à l'ambassade de France de Berlin ; le retour des diplomates en France.

[2] *En poste à Ankara.* — J.M. Boegner et Jean Baelen, secrétaire d'ambassade, rallient la France libre (mai 1941), leurs raisons ; évocation de Jules Henri ; J.M. Boegner déchu de la nationalité française.

[3] *Son rôle au sein de la France libre.* — Sa première rencontre avec le général de Gaulle ; sa mise à la disposition du général Catroux, à Beyrouth.

[4] *L'affaire du Levant (1943).* — Le poids militaire et économique des Britanniques ; les conflits : l'affaire de l'office du blé, la volonté britannique d'évincer la France de la Syrie et du Liban ; les élections présidentielles libanaises.

[5] Portrait du général Catroux ; portrait de Jean Helleu.

[6] La suspension de la constitution par Jean Helleu ; l'arrestation de B. Houry ; la nomination de E. Edde ; le retour du général Catroux ; le rôle des Britanniques , le départ de J. Baelen et J.M. Boegner pour Alger ; les motivations des Britanniques.

[7] *Le Service des Pactes.* — La question de la fabrication par la France de l'arme atomique, les principaux acteurs de cette affaire ; l'annonce de Pierre Mendès France de passer outre l'avis du Conseil atlantique ; le rôle de Gaston Palewski.

2^{ème} partie

[1] *Le Service des Pactes (suite).* — Le fonctionnement du Service des Pactes ; la coordination avec les militaires ; la volonté française de défendre l'Europe ; l'importance de la force allemande.

[2] L'affaire de la C.E.D. : les personnalités du ministère des Affaires étrangères opposées au projet ; les tensions avec H. Alphand ; les possibles conséquences de la C.E.D..

[3] La conférence de Bruxelles (août 1954) : l'état d'esprit de Pierre Mendès France ; la politique de rechange : l'U.E.O. (Union de l'Europe occidentale).

[4] La question du réarmement allemand ; portraits de G. Bidault et P. Mendès France ; la position britannique ; la prudence à l'égard de l'U.R.S.S. ; le sentiment français à l'égard du réarmement allemand.

Entretien n° 2, réalisé le 13 mars 1985 par Cécile Pozzo di Borgo, conservateur aux Archives du Ministère des Affaires étrangères et Maurice Vaisse, professeur des Universités.

1^{ère} partie

[1] *Le général de Gaulle président du Conseil (1958) et la politique étrangère.* — Portrait du général, son intérêt pour la politique étrangère.

[2] Le rôle de J.M. Boegner auprès du général et du ministère des Affaires étrangères : l'exemple du mémorandum de septembre 1958.

[3] Les méthodes de travail du général ; les problèmes abordées : la question de l'OTAN, les relations franco-allemandes, l'Europe.

[4] La visite du Chancelier Adenauer à Colombey et ses conséquences dans les relations franco-allemandes.

[5] La question de la C.E.E. : la position du général ; les autres sujets évoqués par J.M. Boegner avec le général de Gaulle.

[6] Conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République (1959).

[7] *Représentant permanent de la France auprès des Communautés européennes (1961-1972)*. — Le comité des représentants permanents ; la création du comité des représentants permanents adjoints.

[8] La représentation française : son personnel, son fonctionnement, ses relations avec le ministère des Affaires étrangères, le rôle du S.G.C.I. (secrétariat général du comité interministériel) ; la participation régulière du ministre des Affaires étrangères.

[9] Le fonctionnement de la Commission des comités des organismes ; le rôle de la France notamment pour ce qui concerne la politique agricole commune.

2^{ème} partie

[1] *Représentant permanent de la France auprès des Communautés européennes (1961-1972)* (suite) — Quelques personnalités des représentations permanentes.

[2] Les débuts de la représentation permanente française : le poids de la candidature britannique (1961-1963) ; la mise au point de nombreux accords (1964-1968) ; la négociation avec la Grande-Bretagne, le Danemark, la Norvège et l'Irlande.

[3] La politique européenne du général de Gaulle : la question de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E. et les conditions imposées par la France.

[4] La politique agricole commune : le rôle du comité spécial agricole ; les accords douaniers avec le G.A.T.T.

[5] La construction politique de la C.E.E. ; les ambitions du général de Gaulle ; l'échec du plan Fouchet ; les conséquences sur la politique intérieure française ; le problème de la supranationalité .

[6] La crise de 1965 et le compromis de Luxembourg ; l'affaire de la majorité qualifiée.

[7] L'élargissement du Marché commun, le sentiment de J.M. Boegner sur l'avenir de la C.E.E.

Entretien n° 3, réalisé le 20 mars 1985 par Cécile Pozzo di Borgo, conservateur aux Archives du Ministère des Affaires étrangères et Maurice Vaïsse, professeur des Universités.

[1] *La représentation permanente de la France auprès des communautés européennes (1961-1972)* (suite). — L'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun : l'avis de J.M. Boegner ; le soutien des Américains à la candidature anglaise ; les raisons pour lesquelles les autres pays européens y étaient favorables.

[2] L'entente franco-allemande : les divergences et les convergences d'intérêts ; leurs conséquences au sein de la CEE.

[3] La question de la langue commune ; la prédominance du français ; l'évolution à partir des négociations avec la Grande-Bretagne.

[4] Les négociations exemplaires de la coopération européenne.

[5] Les enjeux propres à certains pays.